

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 24 JAN. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SPECIALTY MINERALS FRANCE
BEG AR ROZ
29300 TRÉMÉVEN**

Références : ENV-D-25.037
Code AIOT : 0005520241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement SPECIALTY MINERALS FRANCE implanté BEG AR ROZ - 29300 TRÉMÉVEN. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECIALTY MINERALS FRANCE
- BEG AR ROZ - 29300 TRÉMÉVEN
- Code AIOT : 0005520241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Specialty Minerals France est spécialisée dans la production de précipité de carbonate de calcium par carbonatation de chaux éteinte par des fumées contenant du dioxyde de carbone gazeux. Cette production est réalisée au profit exclusif de la papeterie PDM Industries située à Quimperlé. Le précipité de carbonate de calcium est une charge minérale utilisée dans le papier cigarette.

L'établissement exploité à Tréméven est réglementé par l'arrêté préfectoral du 26 février 2016. L'activité est visée par la rubrique 3420-e) en Autorisation pour la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits chimiques inorganiques. Le volume autorisé est de 60 t/jour. La production annuelle est de l'ordre de 11 000 t/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accès	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 10-3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 10-5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 11-3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
6	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 13-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs écarts mineurs ont été relevés. Ces écarts nécessitent des actions correctives. En outre l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs du respect de certaines prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 10-3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

Constats :

Les installations exploitées par la société Specialty Minerals France sont implantées sur un terrain au sein du site de la papeterie PDM Industries à qui elle fournit exclusivement sa production de précipité de carbonate de calcium, le site PDM Industries étant lui-même entièrement clôturé et gardienné avec poste d'accueil et contrôle d'accès.

Les différents locaux sont fermés à clef et les installations de production de carbonate de calcium exploitées par la société Specialty Minerals France ont leur propre clôture avec portail. Seules des fosses de collecte des effluents, avec des chaînes de protection, restent accessibles à d'autres personnes que celles employées par la société Specialty Minerals France.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de limiter l'accès aux fosses de collecte des effluents pour toute personne étrangère à la société Specialty Minerals France.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 10-5

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Constats :

L'exploitant n'a pu nous présenter sur site le dernier rapport annuel de vérification des installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport annuel de vérification des installations électriques, accompagnées des justifications de la résorption des éventuels écarts observés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 11-3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

I. Capacité des rétentions.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs.

A. Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.

B. Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

C. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

D. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

Constats :

Un local fermé à clef abrite un GRV (grand récipient vrac) d'acide phosphorique à 75 % et un GRV d'acide nitrique à 30 % placés tous deux sur rétention mais avec un robinet en point bas situé hors rétention pour l'acide phosphorique. Par ailleurs, une interrogation demeure sur l'existence ou non d'une incompatibilité entre les 2 substances.

Une armoire fermée à clef contient également un autre GRV d'acide phosphorique à 75 % placé sur rétention qui n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que tout écoulement accidentel de substances dangereuses peut être retenu dans les rétentions prévues à cet effet.

Il lui appartient également de justifier que les conditions de l'entreposage de l'acide phosphorique à 75% et de l'acide nitrique à 30% ne peuvent être à l'origine d'un accident en cas de mélange dans la rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 13-2

Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel

Prescription contrôlée :

Une fois par an, avant le 1^{er} avril de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport annuel d'activité de l'année 2023, très synthétique, et qui ne relève pas d'évolution dans l'activité, qui reste stable, ni d'incident ou d'accident à déclarer à l'inspection.

L'exploitant a confirmé à l'inspection que le rapport annuel de l'année 2024, à transmettre d'ici le 1^{er} avril 2025, intégrera les résultats de la surveillance quinquennale des eaux souterraines et décennale des sols.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">- toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;- les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160, 2250, 2345, 2420, 2430, 2450, 2531, 2541 à 2552, 2562, 2566 à 2570, 2620 à 2661, 2670 à 2681, 2718, 2770, 2771, 2782, 2790, 2791, 2795, 2797, 2910 et 2950 ;- les rubriques de la série 3000 suivantes : 3110 à 3260, 3410 à 3510, 3550, 3610, 3670 et 3700. « Pour les installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 listées ci-dessus dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, les dispositions des articles 18 à 22 s'appliquent selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'article 18 est applicable à compter du 1^{er} septembre 2024 ;- les articles 19 à 22 sont applicables à compter du 1^{er} septembre 2026. Les dispositions du présent arrêté peuvent être rendues applicables par le préfet aux installations classées soumises à autorisation non visées par les quatre premiers alinéas de cet article dès lors qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet des vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté.
Constats : L'établissement, visé par la rubrique 3420-e) et dont le dossier complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, n'a pas réalisé l'analyse du risque foudre au 1 ^{er} septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de réaliser l'analyse du risque foudre et de présenter le cas échéant un plan d'action relatif aux modifications à apporter aux dispositifs de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Équipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Nous avons demandé la liste des ESP de l'établissement que l'exploitant n'a pu nous fournir le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection la liste des ESP telle que prévu par l'article 6-3 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois